

Sylvain Fresneau: «Je suis paysan et zadiste»

PAR CHRISTOPHE GUEUGNEAU ET JADE LINDGAARD
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 16 OCTOBRE 2016



Sylvain Fresneau sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, le 7 octobre 2016. ©Yann Lévy/Hans Lucas

Issu d'une famille d'agriculteurs installée à Notre-Dame-des-Landes depuis cinq générations, Sylvain Fresneau habite chez lui sans droit ni titre à cause du projet d'aéroport. Alors que l'État veut lancer le défrichage de la zone, il livre son témoignage sur la crise du monde agricole.

Une semaine après l'afflux de plusieurs milliers de personnes contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le 8 octobre 2016, l'État annonce vouloir démarrer le défrichage du terrain, pour ne pas mettre en péril le processus des expropriations. Sur les 1 650 hectares de terres déclarés d'utilité publique en 2008 pour y ériger l'aérogare et les routes devant y conduire, environ 650 hectares ont fait l'objet de mesures d'expropriation : les propriétaires de ces parcelles, une cinquantaine de personnes, ont refusé de les vendre à Aéroport du Grand Ouest (AGO), la société concessionnaire du projet dans laquelle Vinci est très largement majoritaire. Parmi elles, se trouve Sylvain Fresneau, producteur laitier et figure historique de la lutte contre l'aéroport.

Des milliers de personnes se disent prêtes à venir défendre la ZAD contre le projet d'aéroport, comment s'organise la résistance à l'évacuation sur la zone ?

Sylvain Fresneau : Depuis les mois de janvier et de février, dates du jugement d'expulsion [pour les paysans qui habitent sur la ZAD – nldr], ça a été très tendu. On entendait : « Ils vont venir. » Mais on n'avait pas de nouvelles. Après, il y a eu la consultation

citoyenne sur le projet d'aéroport. On pensait qu'ils ne pouvaient pas venir nous expulser avant. Après le vote [à 55 % en faveur de l'aéroport – nldr], Valls et d'autres ont dit qu'il fallait expulser et qu'il allait dégager la ZAD en octobre. À partir de là, les gens ont commencé à se dire qu'il fallait s'organiser. On fait partie des quatre fermes complètement impactées. On n'a pris aucune mesure de protection. On se pose des questions parfois. On a fait les ensilages de maïs, c'est de la nourriture pour tout l'hiver pour les vaches, on l'a mis ici, sur le site des domaines, dans la ZAD. On s'est posé la question, mais pas longtemps. On s'est dit : on continue à vivre ici. Le fait de faire la démarche de faire les tas à l'extérieur et d'imaginer qu'un jour, on emmènera nos vaches, c'est déjà rentrer dans le processus. Dont on ne veut pas.



Sylvain Fresneau sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, le 7 octobre 2016. ©Yann Lévy/Hans Lucas

Ce choix de laisser sur la ZAD le stock d'aliments de votre cheptel, c'est une manière de résister ?

C'est l'une des manières. Cela fait 40 ans que l'on résiste en faisant la même chose. Ce n'est pas maintenant que l'on va tendre une perche en acceptant de commencer à dégager. Certainement pas. On n'est pas les seuls. Les cinq fermes concernées, on a tous le même objectif : on continue comme ça. On se consulte. On se pose des questions : qu'est-ce tu fais ? J'ai semé des prairies qui vont durer. Là où ils veulent faire la tour de contrôle, on avait une céréale cette année. Après les céréales, dans la rotation chez nous, on sème du ray-grass anglais, c'est une prairie pérenne qui dure minimum cinq ans. On l'a re-semé. Ça veut dire qu'on investit. On a acheté cette semence et on l'a plantée pour que ça dure. Donc on y croit encore. On n'a strictement rien changé à la manière dont on vit ici, dont on s'occupe des animaux. On a continué d'inséminer les vaches, on a toujours des vaches qui

vêlent. On continue la vie comme avant. Je crois qu'on devient philosophe et puis, au pire, dans la vie, il n'y aura pas mort d'homme. Même si on perd tout. Mais on ne perd que tout. C'est du matériel, c'est du bien. On a pris du recul avec ce qui nous est arrivé. L'âge peut-être aussi.

En janvier, la justice vous a condamné à l'expulsion de votre ferme. Qu'est-ce qui a changé depuis ?

Un huissier est venu suite aux jugements : « *Aujourd'hui, je constate que vous êtes là. Je repasse demain matin, vous me donnerez les clefs, et vous ne serez plus là.* » Il est venu le lendemain et on ne lui a pas donné les clefs. Il est reparti en disant qu'il remettait le dossier au préfet. Il a dit que le jour de l'évacuation, il y aura un huissier pour faire l'état des lieux des meubles. Je lui ai demandé dans quelle valise il allait mettre les vaches. Il n'a pas su répondre. Sur la ferme, on a 250 bêtes, dont 80, 90 vaches laitières.

Où le bétail sera-t-il évacué en cas d'expulsion ?

C'est une bonne question. On ne sait pas s'ils les abattent ou s'ils les gardent quelque part. Je crois qu'ils ne savent pas. ça ne s'est jamais fait. Ce serait un cas d'école. On n'abat pas des bêtes comme ça. Ce serait de la maltraitance à animaux. Ils préféreraient de loin qu'on dise : on s'en va, aidez-nous à déplacer les animaux. En tout, il y a autour de mille animaux sur la ZAD, qu'il faudrait dégager.

Comment justifiez-vous de rester à Notre-Dame-des-Landes alors que les électeurs de Loire-Atlantique ont voté à 55 % en faveur de la construction de l'aéroport ?

D'abord, le vote n'était qu'une consultation. Il était limité à la Loire-Atlantique parce qu'ils savaient qu'au-delà, ils perdaient le vote. Le conseil régional a mis 60 millions d'euros dans les prospectus et la désinformation. Nous, on a fait des réunions avec les moyens qu'on a. On ne jouait pas dans la même cour. Tout le nord de la Loire-Atlantique a voté contre la ZAD. Les dés ont été pipés. Les zadistes ont été présentés comme des voyous, des terroristes.

Mais pourquoi vouloir rester sur la zone dans ce contexte ?

Ce sont mes racines. Je partirai sous la menace. On a prouvé pendant l'enquête publique et le débat public qu'il n'y a pas besoin d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes. 1 650 hectares pour faire un aéroport à deux pistes, alors qu'il n'y a qu'une piste à l'aéroport de Genève qui accueille plus de passagers que l'aéroport de Nantes-Atlantique. Là, comme il y a de la terre qu'on peut prendre tant qu'on veut parce que c'est de la terre agricole, on bétonne. Je ne suis pas d'accord.

Votre travail de paysan, pourriez-vous le faire ailleurs ?

Pas dans les conditions que j'ai ici. Je n'aurai jamais la même symbiose avec la terre, les animaux, le relationnel de tout ça. Pour connaître une terre, faut plusieurs années. Il y a une rotation, un assolement, tout ça. Une ferme, il faut au moins dix ans, voire plus. Tout ce qui est autour : entraide, ensilage, les véto, les inséminateurs, c'est tout un relationnel autour qu'il faudrait recréer, tout en sachant que le jour où on irait autre part, on foutrait la merde là-bas parce qu'on serait mal vus.

Pourquoi ?

Parce qu'on déstabiliserait le système de là-bas, à moins que ce ne soit un coin en désertification qui nous accueillerait à bras ouverts. Les terres se prévoient à l'avance. Un propriétaire sait à disposition de qui il met ses terres dans les années qui viennent. Si quelqu'un arrête pour des raisons X ou Y, c'est convoité. Nous, on arriverait là comme un cheveu sur la soupe.

Vous avez refusé de vendre vos terres à Aéroport du Grand Ouest, le concessionnaire du projet d'aéroport, où Vinci est très majoritaire ?

Oui. Les quatre fermes expulsées en janvier dernier ont toutes refusé de vendre. Ceux qui ont vendu sont partis – il vaut mieux pour eux. Tous les ans, il faut se battre pour toucher les aides de la PAC. Parce que nous sommes habitants sans droit ni titre sur des terres qui ne nous appartiennent pas. On est pire que squatteurs. On n'a même pas de titre de squatteur. Tous les ans, il faut négocier. On y arrive parce qu'on passe directement par le cabinet du ministre de l'agriculture. Mais si ça se trouve, l'année prochaine on ne pourra

pas. Et là, plus d'aide PAC... est-ce qu'on continue ? On se pose la question. À 260 euros la tonne, on ne vit plus. Sans les aides PAC, on n'a pas de revenus.

Avez-vous envisagé d'intégrer un circuit de ventes plus directes, à l'écart des réseaux de distribution de l'agriculture productiviste ?

On ne peut plus le faire. On ne peut plus bouger. Si on change la structure de l'exploitation, on explose. La direction départementale de l'agriculture va nous dire : vous avez changé, faut que ça repasse en commission. Faut plus qu'on bouge d'un iota. Faut qu'on garde toutes les surfaces qu'on a. C'est verrouillé pour l'instant. Il y a très peu de gens en France qui sont dans notre situation : on est expulsable du jour au lendemain. On est habitant sans droit ni titre, chez nous. Notre maison n'est plus à nous.



Sylvain Fresneau avec son fils, le 7 octobre 2016. ©Yann Lévy/Hans Lucas

Qu'est-ce que vous attendez de la campagne présidentielle ? Est-ce que l'expérience de la ZAD vous a fait évoluer politiquement ?

J'y crois de moins en moins. J'ai évolué, mais pas dans le bon sens. Pendant la grève de la faim (quand des paysans de Notre-Dame-des-Landes ont jeûné contre l'aéroport, pendant la campagne présidentielle de 2012), c'est Brigitte, mon épouse, et moi qui avons été négociier l'accord avec les candidats. On a d'abord rencontré l'équipe de Hollande. On avait 5 minutes mais en fait, on est restés une heure et demie. Au début, ils nous ont demandé si on connaissait le dossier. Oui, oui, c'est notre vie. « Jean-Marc Ayrault nous a dit... » On a répondu : c'est faux, et on a expliqué. Le Foll était interloqué par notre façon de réagir. On n'était pas là à tout casser. Après, il nous a demandé une heure de réflexion.

Pendant ce temps-là, on est allés voir le cabinet de Sarkozy, et on a été reçus par NKM. Déjà, fouillés au corps à l'entrée, comme si on était des terroristes.

Entre les deux, on était suivis par des RG. Au moins, on savait par où aller, ils nous ont expliqué le chemin. Première chose qu'elle nous dit : « *De toute façon, les grévistes de la faim, c'est leur problème. S'il en meurt un, ne nous mettez pas ça sur le dos.* » Et puis, le dossier de Notre-Dame, le chantier se fera. Au revoir messieurs-dames. C'était vite fait. On est retournés voir l'équipe de Hollande, on a rediscuté. On a parlé avec Hollande. On voyait que c'était des gens qui avaient envie de savoir. Ça nous a choqués, la différence entre l'humain et le non-humain. Donc, quand on est allés voter, on s'est pas posé de questions. On a vécu ça, il en restera quelque chose. De là à revoter Hollande, faut pas déconner. Mais voter NKM ou à droite, certainement pas. Et il y a d'autres partis. Nous, on est multiscartes. Si Mélenchon vient demain, on le recevra. Les Verts aussi. Notre-Dame-des-Landes vote écolo car ce sont les seuls qui disent non à l'aéroport.

Vous considérez-vous comme un zadiste ?

C'est comme ça que certains agriculteurs me considèrent. Ça ne me gêne pas. Zadiste, pourquoi pas. J'habite dans la ZAD. On est tous zadistes si on habite dans la ZAD. D'autres disent : il y a les bons et les mauvais zadistes. Non, on est tous zadistes si on habite dans la ZAD. On est tous mauvais ou tous bons. On ne va pas trier. Je suis d'abord un paysan. Après, j'habite à Notre-Dame, donc je suis un zadiste. C'est comme ça que je le vois.

Que pensez-vous des projets agricoles sur la ZAD ?

Je suis complètement d'accord. Chacun va faire ses preuves. Depuis 2009, il y a des zadistes. Au début, certains voulaient nous apprendre à travailler. Pourquoi pas. On les a vus à l'œuvre. Certains font la traite des vaches, c'est deux fois par jour, c'est le bordel. Et maintenant, on arrive à discuter avec eux. Ils ont les mêmes problèmes que nous (des mammites...). Ils nous demandent comment on fait. Et maintenant, ce sont des copains. Alors qu'au début, c'était des révolutionnaires. Des gens qui veulent faire du maraîchage, OK ! On a été jeunes aussi. Moi aussi j'étais pas d'accord avec papa parce qu'il n'avancait pas assez vite. Ils vont s'essayer. Il faut leur laisser 3 ou 400 hectares de liberté pour qu'ils apprennent.

Sur les 1 650 hectares, il y en a 1 000 qui sont déjà exploités par nous et qu'on veut continuer à exploiter comme avant. Entre 250 et 400 hectares seraient disponibles. Il faut les garder pour des essais pour des jeunes comme ça. J'œuvre pour ça. Je me frite avec la Chambre [d'agriculture] là-dessus. Faut d'abord gagner. Et quand on aura gagné, il y aura un autre combat à mener, c'est celui-là.

Ça vous fait évoluer dans vos pratiques de côtoyer des jeunes qui font de l'agriculture sans produits chimiques et de la permaculture ?

Oui, on ne met plus d'engrais. On se rapproche du bio. Mais même sans ça, on s'en serait rapproché. J'étais assez proche du bio. Dans notre façon de travailler, on est très extensifs. Peut-être que s'il n'y avait pas le projet, je passerais bio. Mais là, on n'a plus le droit.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.